

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article217>



La vérité sortira du fond du gouffre

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : dimanche 24 janvier 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

La Vérité sortant du puits, peinture d'Édouard Debat-Ponsan, musée de l'Hôtel de ville d'Amboise, dépôt du musée d'Orsay.

Discrètement, la directive Bolkestein est transposée dans la législation française. Une modification graduelle de cette dernière remplace une loi-cadre trop voyante aux yeux du gouvernement. Le sénateur UMP de la Manche, Jean Bizet, explique cette manœuvre de la façon suivante : cette transposition *"ne doit pas constituer un prétexte à la « cristallisation » des mécontentements de tous ordres, d'autant plus nombreux en période de crise"*. Mieux vaut, poursuit-il, *"instiller plusieurs dispositions de nature technique à l'occasion de l'examen de différents projets ou propositions de loi afin de mettre la législation française en conformité avec les prescriptions de la directive. Cette méthode est sans doute moins lisible, tant pour les parlementaires que pour l'opinion publique, mais elle permet, en « technicisant » la transposition, d'éviter l'apparition de polémiques stériles"* [1]. Affligeant.

Le secret est l'une des pierres angulaires des professionnels de la politique et des "grands médias". Combien de Citoyen(ne)s sont au courant du projet de création d'un **marché transatlantique** à l'horizon 2015 [2], de l'existence de l'**AGCS** [3] (Accord général sur le commerce des services) ou de **la loi déterminante du 3 janvier 1973** qui a transféré le droit régalien de création monétaire de l'État sur le système bancaire privé [4] ?

Demain, les Citoyen(ne)s quitteront le monde virtuel [5].

« *La vérité est en marche et rien ne l'arrêtera.* » **Émile Zola**

[1] [Article de Rosa Moussaoui. Silence, la France transpose la directive Bolkestein, publié par www.humanite.fr le 22/01/10.](#)

[2] [Communiqué de presse du parlement européen du 22/10/09 ; article plus complet sur le sujet.](#)

[3] [AGCS : une abdication des États face aux multinationales et la destruction des services publics mondiaux.](#)

[4] [La dette publique, une affaire rentable. À qui profite le système ?](#)

[5] ["Matrix I : Sur la question du virtuel" par Serge Carfantan.](#)